



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE L'ÉNERGIE, DU CLIMAT
ET DE LA PRÉVENTION
DES RISQUES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale de l'énergie et du climat

Direction du climat, de l'efficacité énergétique et de l'air

Sous-Direction de l'action climatique

Bureau des Marchés Carbone et de la Décarbonation de l'Industrie

Procédure 2024-DGEC-12

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**Instruction de dossiers administratifs des candidatures au statut
« de déclarant MACF autorisé »**

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	OBJET	3
ARTICLE 2.	PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	3
ARTICLE 3.	DÉveloppement DURABLE	3
ARTICLE 4.	CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ	5
4.1)	<i>Procédure de passation</i>	5
4.2)	<i>Forme et montant du marché</i>	5
4.3)	<i>Durée du marché</i>	5
4.4)	<i>Procédure de notification du marché</i>	6
4.5)	<i>Allotissement</i>	6
4.6)	<i>Prix</i>	6
ARTICLE 5.	CONDUITE DE LA PRESTATION	6
ARTICLE 6.	MODALITÉS DE RÈGLEMENT	7
6.1)	<i>Avance</i>	7
6.2)	<i>Périodicité des paiements</i>	7
6.3)	<i>Facturation</i>	7
6.4)	<i>Délais de paiement</i>	8
6.5)	<i>Changements affectant le titulaire</i>	8
6.6)	<i>Vérification et admission, ajournement, réfaction</i>	9
ARTICLE 7	PÉNALITÉS	9
ARTICLE 8.	RÉSILIATION DU MARCHÉ	10
ARTICLE 9.	LITIGES	10
ARTICLE 10.	CLAUDE DE CONFIDENTIALITÉ	10
ARTICLE 11.	FORMALITÉS ADMINISTRATIVES DIVERSES	11
11.1)	<i>Les articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D.8222-8 du code du travail</i>	11
11.2)	<i>Les articles D. 8254-2 et D. 8254-4 du code du travail</i>	12
11.3)	<i>Assurance</i>	12
11.4)	<i>Nantissement ou cession de créance</i>	12
11.5)	<i>Formats des documents échangés</i>	12
11.6)	<i>Langue</i>	12
11.7)	<i>Propriété intellectuelle</i>	12
ARTICLE 12.	SOUS-TRAITANCE	13
12.1)	<i>Acceptation des sous-traitants</i>	13

12.2) Paiement des sous-traitants	13
ARTICLE 13. OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION ET D'ADMISSION	14
ARTICLE 14. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	14

ARTICLE 1. OBJET

Le présent marché a pour objet l'instruction de dossiers administratifs des candidatures au statut de déclarant MACF (mécanisme d'ajustement carbone aux frontières) autorisé.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement et le bordereau des prix unitaires (son annexe n°1) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS, arrêté du 30 mars 2021).
- l'offre du titulaire.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-dessus.

ARTICLE 3. DEVELOPPEMENT DURABLE

3.1) La clause sociale d'inclusion

Le titulaire s'engage à réserver, sur toute la durée du marché, un minimum d'heures de travail à des personnes éloignées de l'emploi en ciblant de préférence les personnes en situation de handicap, *au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi.*

S'agissant d'un accord cadre à bons de commande, les heures clausées pourront être effectuées à raison de 100 heures dues tous les 100 000 € HT de commande ;-

Si la formation fait partie du contrat de travail, les heures de formation sont comptabilisées dans le décompte des heures de travail.

3.1.1) Les modalités de mise en œuvre

Deux solutions sont proposées aux entreprises attributaires :

- Prioritairement, l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché (CDD, CDI, contrats de professionnalisation ou d'apprentissage)
- le recours à la co-traitance ou sous-traitance via une structure d'accueil de personnes handicapées (ESAT, EA ou TIH) ou toute autre structure de l'IAE.

3.1.2) Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre de la clause sociale d'inclusion

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur met en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC :

Valentin SOUCHARD

Chargé de projets clauses sociales et relations entreprises

valentin.souchard@epec.paris

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer l'entreprise des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

3.1.3) Les modalités de contrôle

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité est transmise au titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel comme décrites ci-dessous à titre d'information.

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui est fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur (interlocuteur(s) à désigner) et aux destinataires suivants de l'EPEC :

beatrice.calvet@epc.paris copie valentin.souchard@epc.paris

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 7 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire informe le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

3.2) La clause environnementale

Afin de limiter l'impact environnemental, il est demandé au titulaire d'optimiser, dans la mesure du possible, le poids des documents produits et de privilégier l'usage de serveurs partagés plutôt que l'envoi de plusieurs versions successives par mails. Il est demandé au candidat d'optimiser les documents produits s'ils doivent être amenés à être imprimés (lisibilité équivalente en Noir et Blanc plutôt qu'en couleur, suppression des aplats de couleur inutiles, utilisation de Polices de Caractère "light" ou écologiques de type EcoFont, optimisation de la mise en page pour réduire les espaces et donc le nombre de pages)

ARTICLE 4. CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ

4.1) Procédure de passation

Le présent marché est conclu après une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

4.2) Forme et montant du marché

Le présent marché est un marché de services, conclu sous la forme d'un accord-cadre en vertu des articles R.2162-2 à R.2162-6 du code de la commande publique, exécuté par émissions de bons de commande, sans montant minimum et d'un montant maximum de 900 000 euros HT sur toute la durée du marché.

Les prix du marché public sont unitaires.

4.3) Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée de 12 mois.

4.4) Procédure de notification du marché

Par dérogation à l'article 4 du CCAG/FCS, la notification du marché comprend une copie de l'acte d'engagement et de ses annexes. Elle s'effectue par la messagerie sécurisée de la plate-forme des achats de l'Etat.

4.5) Allotissement

Le présent marché comporte un lot unique mono-attributaire.

La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

4.6) Prix

Les prix sont réputés comprendre tous les frais afférents à la bonne exécution de la prestation. Ils couvrent toutes les obligations du titulaire relatives au présent marché et tout ce qui est nécessaire à la bonne exécution et à l'achèvement des prestations.

Le titulaire est considéré comme s'être assuré de l'exactitude et de la suffisance des prix indiqués dans le bordereau des prix. Les prix indiqués dans le bordereau des prix ne peuvent être en aucune manière modifiés ou ajustés de quelque manière que ce soit, notamment par tout autre document inclus dans l'offre du titulaire, et le titulaire n'a droit à aucun paiement supplémentaire au titre des prestations, livrables et résultats prévus par le marché.

Les prix s'entendent hors taxes et seront majorés de la taxe sur la valeur ajoutée au taux légal en vigueur lors de la réalisation du fait générateur c'est-à-dire de la réalisation des prestations.

Les prix figurant en annexes de l'acte d'engagement sont des prix unitaires. Ils sont établis aux conditions économiques correspondant à la date limite de remise des offres.

Ces prix sont définitifs et fermes.

Par dérogation à l'article 10.2 du CCAG/FCS, les prix à payer sont ceux applicables à la date de la commande.

ARTICLE 5. CONDUITE DE LA PRESTATION

La conduite de la prestation est définie à l'article 3 Organisation des prestations du Cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

En application de l'article 3.4.3 du CCAG/FCS, lorsque le responsable du suivi de la prestation nommé par le titulaire n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- en aviser, sans délai, le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai d'une semaine à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Par dérogation au même article, le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de quinze jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'une semaine supplémentaire pour proposer un autre

remplaçant.

La décision de récusation prise par le pouvoir adjudicateur est motivée. Les avis, propositions et décisions du pouvoir adjudicateur sont notifiés selon les modalités fixées à l'article 3.1 du CCAG/FCS. À défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG/FCS.

ARTICLE 6. MODALITÉS DE RÈGLEMENT

6.1) Avance

En matière d'avance, le présent marché se réfère à l'option A de l'article 11.1 du CCAG/FCS.

En application des articles R.2191-3 et suivants du code de la commande publique et notamment de l'article R.2191-18 du même code, une avance égale à 5% est accordée au titulaire et à son sous-traitant pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 **euros HT** et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. L'avance du titulaire n'est due que sur la part des prestations qui ne fait pas l'objet de sous-traitance. L'avance du sous-traitant n'est due que sur la part des prestations qui lui sont sous-traitées.

Cette avance est de 30% lorsque le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise.

Le titulaire peut toutefois refuser le versement de l'avance. Son refus doit être expressément mentionné dans l'acte d'engagement. Le sous-traitant peut refuser le versement de l'avance. Son refus doit être expressément mentionné dans le formulaire de déclaration de sous-traitance DC4¹.

Le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire à titre de règlement partiel définitif, d'acomptes ou de solde. Il commence quand le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant toutes taxes comprises des prestations et doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80 % de ce montant.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance. Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le pouvoir adjudicateur dès la notification de l'acte spécial.

6.2) Périodicité des paiements

Le paiement des sommes dues est effectué après constatation du service fait.

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes dans les conditions fixées aux articles R.2191-20 à R.2191-22 du code de la commande publique.

6.3) Facturation

Les factures mentionnent, outre les mentions légales² :

¹ Téléchargeable à l'adresse suivante :

https://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimés_dc/DC4_2023_Duree_contrat_sous_traitance.docx

² Annexe II de l'article 242 nonies A du Code Général des Impôts

- le numéro et la date de notification du marché ;
- la dénomination sociale et l'adresse du titulaire ;
- les références du compte bancaire mentionné sur l'acte d'engagement ;
- le détail des prestations (nature, quantité, prix...) ;
- le montant total hors taxes ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total toutes taxes comprises ;
- le numéro du bon de commande
- le numéro et la date de la facture.

Les factures doivent obligatoirement être envoyées par voie dématérialisée. Les factures dématérialisées sont à poster sur le Portail de l'État Chorus factures fournisseurs, à l'adresse internet suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>. Code service exécutant : FAC9450075.

Le comptable assignataire de la dépense est le contrôleur budgétaire et comptable ministériel placé auprès du Ministère de la Transition énergétique (CBCM 945000).

6.4) Délais de paiement

Conformément à l'article R.2192-10 du code de la commande publique, les sommes dues en exécution du marché sont payées dans un délai de trente jours.

Le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur sauf si la date d'exécution des prestations est postérieure à cette date.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue ci-dessus ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles R.2192-31 et suivants du code de la commande publique.

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue ci-dessus ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

6.5) Changements affectant le titulaire

Le titulaire doit prévenir en temps utile et par écrit l'administration de tout changement pouvant avoir une incidence sur les paiements (intitulé du compte bancaire, numéro SIRET ou autre). L'administration ne pourra être tenue pour responsable des retards de paiement si des factures présentent des divergences avec les indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications propres au titulaire dont elle n'aurait pas eu connaissance.

6.6) Vérification et admission, ajournement, réfaction

Par dérogation aux articles 27 à 30 du CCAG/FCS, les opérations de vérification et d'admission des prestations seront effectuées selon les modalités suivantes :

À la remise de chaque livrable dû au titre d'une prestation commandée, le comité de suivi procède dans un délai de 15 jours, à la vérification du livrable remis. À ce titre, le comité de suivi vérifie :

- que le livrable remis est complet et conforme aux exigences des documents contractuels et aux demandes formulées en comité de pilotage ;
- que le livrable remis présente un niveau de qualité que les commanditaires sont en droit d'attendre au titre du marché.

Aucune validation tacite des livrables remis par le titulaire ne pourra avoir lieu dans le cadre du présent marché.

Dès lors que les livrables sont conformes aux stipulations du marché, le pouvoir adjudicateur notifie au Titulaire une décision de réception des prestations.

Si les prestations ne sont pas conformes, le pouvoir adjudicateur prononce une décision d'ajournement motivée, assortie d'un délai durant lequel le Titulaire s'engage à effectuer les corrections nécessaires.

En l'absence de correction de la part du titulaire dans le délai prévu, ou si les défauts constatés persistent, le pouvoir adjudicateur pourra :

- soit notifier une décision d'admission avec réserve et application d'une réfaction sur le prix des prestations concernées, proportionnelle aux imperfections constatées.
- soit notifier une décision de rejet de la prestation, auquel cas le paiement de celle-ci ne sera pas dû.

Les décisions de réfaction et de rejet sont motivées. Le titulaire peut présenter ses observations.

ARTICLE 7 PÉNALITÉS

7.1) Pénalités de retard pour la remise des livrables

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, le titulaire encourt des pénalités lorsque les délais contractuels, fixés à l'article 4 du CCTP, ne sont pas respectés. La formule de calcul des pénalités est la suivante :

$$P = 10 \times R$$

Où :

P : Montant de la pénalité en €.

R : Nombre de jours de retard total par livrable

Une prolongation du délai d'exécution est accordée, dans les conditions prévues à l'article 13.3 du CCAG/FCS par l'administration au titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution des prestations dans le délai contractuel.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1148 du code civil, et de faits engageant la responsabilité du ministère.

7.2) Pénalités pour non respect de la clause sociale d'inclusion

En cas de non-respect des obligations relatives à la clause sociale d'inclusion imputable au titulaire, celui-ci subira une pénalité égale à 45 euros par heure de travail non réalisée.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de la clause, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 75 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par l'acheteur.

Ces pénalités sont déduites, sur n'importe quel paiement dû au titre d'un ou plusieurs bon(s) de commande identifié(s) par l'acheteur.

7.3) Pénalités pour non-respect de la clause environnementale

En cas de non-respect des obligations relative à la clause environnementale imputable au titulaire, celui-ci subira une pénalité égale à 100 euros.

Ces pénalités sont déduites, sur n'importe quel paiement dû au titre d'un ou plusieurs bon(s) de commande identifié(s) par l'acheteur.

ARTICLE 8. RÉSILIATION DU MARCHÉ

Le marché pourra être résilié dans les cas et selon les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS

En outre, en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R.2143-3 et suivants du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues à l'article 11 du présent CCAP, en cas de dépassement du délai maximum de 120 jours pour le processus d'instruction des dossiers (voir article 2 III du CCTP), le représentant du pouvoir adjudicateur, peut décider de résilier le marché aux torts du titulaire du marché.

ARTICLE 9. LITIGES

Le présent marché est régi par le droit français.

Si à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché, un différend survient entre le titulaire et la personne publique, il est fait application des dispositions prévues au chapitre 8 du CCAG/FCS.

Le règlement amiable des litiges éventuels nés à l'occasion du présent marché est soumis aux dispositions prévues au chapitre du CCAG/FCS cité ci-dessus.

ARTICLE 10. CLAUSE DE CONFIDENTIALITÉ

Le prestataire a une obligation de discrétion, de sécurité et de secret. Par conséquent, le titulaire du marché et les partenaires avec lesquels il s'est associé éventuellement pour la réalisation de cette prestation s'obligent à observer une stricte confidentialité sur tous les éléments d'information qui leur sont remis par la personne publique et sur les résultats intermédiaires et définitifs de leur étude. Seule la personne publique peut décider de la communication de ces éléments.

Le prestataire est également responsable de l'organisation des conditions matérielles de mise en

œuvre et de respect de toute information qui lui est confiée. Elles s'appliquent au titulaire de la commande et à chacun de ses membres à titre personnel.

Le ministère se réserve le droit de publier, sous la forme de son choix, tout ou partie de l'étude sur son site internet, afin d'aider à la conception et à l'évaluation des projets, et plus largement de contribuer à l'information sur ce sujet.

ARTICLE 11. FORMALITÉS ADMINISTRATIVES DIVERSES

11.1) Les articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D.8222-8 du code du travail

Le titulaire produit, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D.8222-8 du code du travail :

- s'il est établi en France,
 - une attestation, datant de moins de six mois, de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales,
 - une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires,
 - la transmission du numéro unique d'identification (SIREN) délivré par l'INSEE ou à défaut la production d'un extrait du registre pertinent ou — lorsque le titulaire n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire un numéro unique d'identification SIREN ni une carte d'identification — le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises,
 - et, s'il emploie des salariés, une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail ;
- s'il est établi à l'étranger,
 - un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts — ou s'il n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France,
 - un document attestant la régularité de sa situation sociale au regard du règlement (CEE) n° 1408/71 du 14 juin 1971 ou d'une convention internationale de sécurité sociale ou, à défaut, une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme français de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales et datant de moins de six mois,
 - si son immatriculation à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription,

- et s'il emploie des salariés pour effectuer une prestation de services d'une durée supérieure à un mois, une attestation sur l'honneur certifiant de la fourniture à ses salariés de bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou de documents équivalents.

Si le titulaire refuse de produire ces pièces ou produit des pièces inexactes, le marché est résilié suivant les dispositions de l'article 7 ci-dessus.

Les documents et attestations sont rédigés en langue française ou sont accompagnés d'une traduction en langue française.

11.2) Les articles D. 8254-2 et D. 8254-4 du code du travail

Le titulaire remet à l'administration, lors de la notification du marché puis tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, la liste nominative des salariés étrangers qui sont employés pour l'exécution du marché et qui sont soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L. 5221-2 du code du travail. Cette liste – précisant, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail – est établie à partir du registre unique du personnel.

11.3) Assurance

Le titulaire doit être garanti par une police destinée à couvrir sa responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'exécution du marché.

Le titulaire doit pouvoir fournir pendant toute la durée du marché et sur simple demande de l'administration une attestation émanant de sa compagnie d'assurance.

11.4) Nantissement ou cession de créance

Le marché peut être nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-45 et suivants du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur remet, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

11.5) Formats des documents échangés

Toute la documentation produite dans le cadre du présent marché est livrée sous forme électronique PDF ou HTML imprimable ainsi que dans un format bureautique modifiable standard.

11.6) Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire au ministère doivent être rédigés en langue française.

11.7) Propriété intellectuelle

Le régime des droits de propriété intellectuelle et des droits de toute nature relatifs aux résultats est décrit aux articles 34 à 37 du CCAG/FCS.

ARTICLE 12. SOUS-TRAITANCE

12.1) Acceptation des sous-traitants

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Si le titulaire présente une demande de sous-traitance postérieurement à la notification du marché, il remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration mentionnant la nature des prestations sous-traitées, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance — et, le cas échéant, les modalités de variation des prix — et les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Le titulaire établit, en outre, qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché, ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant en produisant soit l'exemplaire unique du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances. L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont alors constatés par un acte spécial signé des deux parties. Le silence du pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents exigés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Si le titulaire envisage de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct l'exécution de prestations pour un montant supérieur à celui qui a été indiqué dans le marché ou l'acte spécial – ou s'il envisage de modifier la répartition des prestations entre lui-même et les sous-traitants payés directement ou entre les sous-traitants eux-mêmes –, il demande la modification de l'exemplaire unique. Si cet exemplaire a été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne peut être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché. Le silence du pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents exigés vaut acceptation de l'augmentation ou de la nouvelle répartition des prestations sous-traitées.

12.2) Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution, selon les modalités des articles R.2193-10 et suivants du code de la commande publique.

Notamment, l'administration doit recevoir :

- du sous-traitant, une demande de paiement accompagnée des factures et d'une preuve attestant que cette demande a préalablement été adressée au titulaire (récépissé, accusé de réception, avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé) ;

- du titulaire, l'accord, total ou partiel, sur le paiement demandé, cet accord étant réputé acquis si le titulaire n'a pas notifié de refus quinze jours après avoir reçu la demande de paiement du sous-traitant ou s'il a refusé ou n'a pas réclamé le pli contenant cette demande.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant et l'informe des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

ARTICLE 13. OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION ET D'ADMISSION

Pour chaque prestation, le ministère s'assure que les prestations ont bien été réalisées et vérifie la complétude et la qualité des produits livrés, conformément aux dispositions du chapitre 5 du CCAG/FCS.

ARTICLE 14. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

L'article 4.4 du présent CCAP déroge à l'article 4 du CCAG/FCS.

L'article 5 du présent CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG/FCS

L'article 6.6 du présent CCAP déroge aux articles 27 à 30 du CCAG/FCS

L'article 7 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG/FCS.